

Iran: une contestation inscrite dans la durée

En dépit de toutes les violences et atrocités monstrueuses du régime islamique d'Iran, et même si les manifestations de rue se font moindres, le soulèvement révolutionnaire épris de liberté, d'égalité et de justice sociale se poursuit⁽¹⁾.

Irène ANSARI, coordinatrice de la Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (LFID)

Le 16 septembre 2022, Jina (Mahsa) Amini, une jeune femme kurde d'Iran, en visite à Téhéran, était assassinée par la Police des mœurs, pour une mèche de cheveux dépassant de son voile. Malgré les pressions étatiques, sa famille a dénoncé courageusement ce crime. Une vague de protestation a surgi du Kurdistan (qui a une longue histoire de lutte contre ce régime théocratique, répressif et centralisé), et ensuite le mouvement s'est étendu rapidement à toutes les villes d'Iran, au cri de «Femme, Vie, Liberté», slogan de la lutte des femmes du Rojava. Pendant plusieurs semaines, le pays a été à feu et à sang. Et s'il est indéniable que les femmes et les jeunes filles étaient au premier rang de ce soulèvement, au risque de leur vie, très rapidement les adolescents et les hommes les ont rejoints.

Ces derniers mois, le monde entier a été témoin d'un soulèvement inédit. La communauté internationale, émue par le courage des femmes qui brûlaient leur voile, et admirative des actes héroïques des manifestantes et manifestants qui scandaiient «Mort à la dictature», «On ne veut plus de l'Etat islamique», s'est unie dans un élan de solidarité. Cette fois-ci la voix des Iraniennes et des Iraniens a été entendue.

«Depuis quarante-quatre ans les Iraniennes sont les premières victimes non seulement des inégalités et des discriminations perpétrées par des lois misogynes issues de la charia, afin d'accentuer leur infériorité dans un ordre social hiérarchisé, mais aussi d'une violence institutionnalisée sans précédent.»

due partout dans le monde. Une voix que l'Etat islamique a tenté d'étouffer pendant quarante-trois ans. A ce jour⁽²⁾, le nombre officiel de personnes tuées dépasse les six-cents, parmi lesquelles soixante-quinze mineurs; avec des milliers de personnes blessées et plus de vingt-mille arrestations. Parallèlement à ces crimes, les nouvelles reçues des centres de détention dans différentes villes indiquent qu'un certain nombre de jeunes filles ont subi des violences sexuelles, et ont même été violées. Plusieurs cas de viols de jeunes garçons ont également été signalés. Les violences sexuelles et, dans de nombreux cas, le viol, sont des méthodes courantes de torture pratiquées sur les prisonnières et prisonniers politiques, mais elles

se sont accentuées depuis les protestations contre la fraude électorale en 2009 (connue sous le nom de «Mouvement vert»). A noter que le Kurdistan et le Baloutchistan ont joué un rôle important pendant ce dernier soulèvement, et que la plupart des victimes de la répression du régime viennent de ces deux régions.

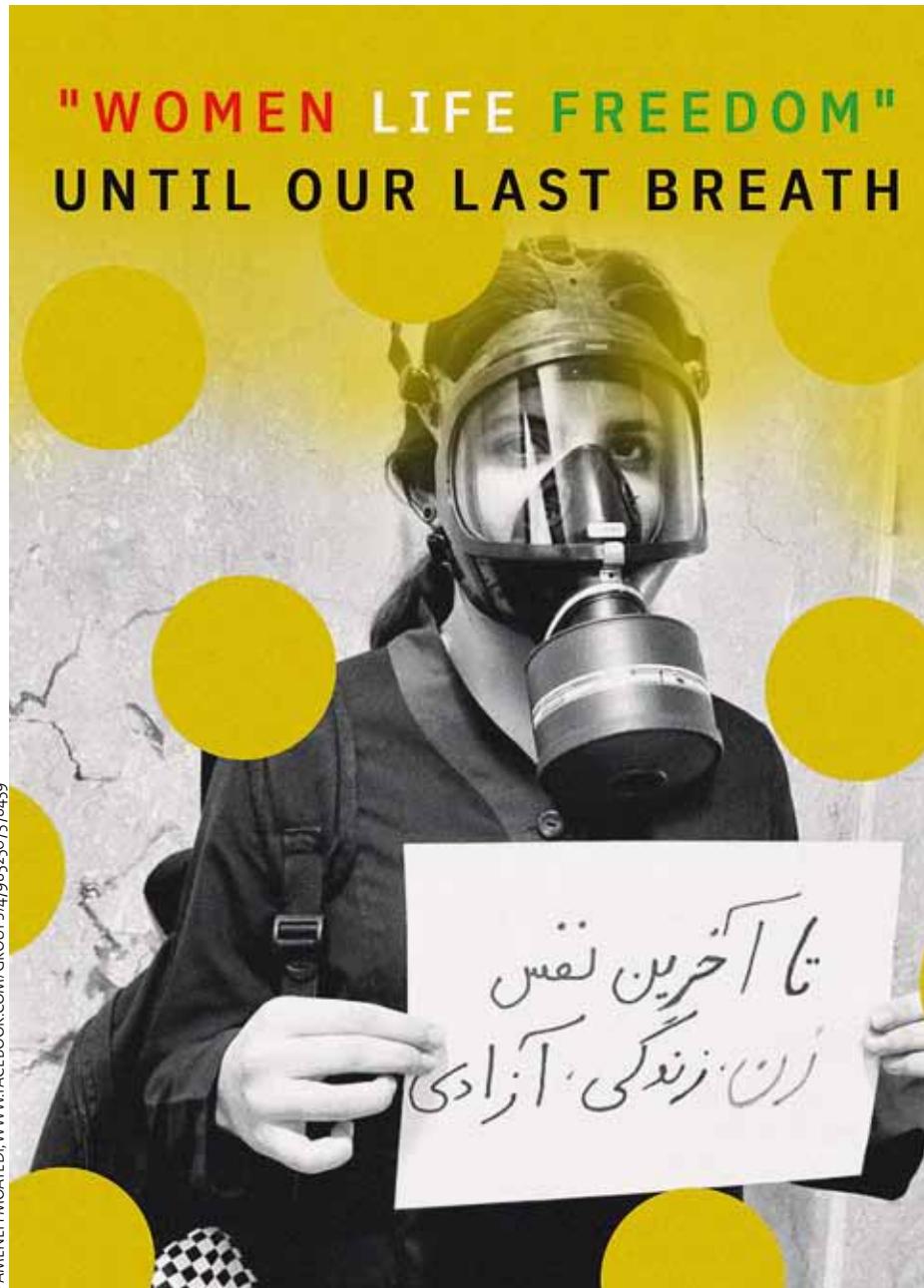
Une répression sur fond de crises multiples

Pour mieux comprendre la révolte des femmes et le soulèvement des peuples, il est nécessaire de rappeler brièvement quelques éléments de contexte. Depuis quarante-quatre ans les Iraniennes sont les premières victimes non seulement des inégalités et des discriminations perpétrées par des lois misogynes issues de la charia, afin d'accentuer leur infériorité dans un ordre social hiérarchisé, mais aussi d'une violence institutionnalisée sans précédent. La Police des mœurs illustre bien cette violence systémique au service d'un régime rétrograde et sexiste pour surveiller, plus particulièrement, les femmes. Ici, il est essentiel de souligner que le voile obligatoire imposé par ce régime religieux n'est pas qu'un simple tissu sur la tête, c'est aussi un outil de contrôle du corps des femmes.

Il y a par ailleurs une crise profonde dans tous les domaines, politique, social, économique, environnemental, et surtout une injustice sociale: 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté; 40% des jeunes sont au chômage, y compris les diplômées et diplômés qui, n'ayant aucune

(1) Voir sur ce sujet l'article «Femmes, vie, liberté» de Karim Lahidji, paru dans *D&L* n° 200, janvier 2023 (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2023/02/DL200-Monde-1-Femme-vie-liberte.pdf).

(2) Article écrit début mars 2023.



© AMÉNÉH MOAYEDI, WWW.FACEBOOK.COM/GROUPS/479852597378439

perspective d'avenir, quittent l'Iran. Avec les nouvelles technologies, la génération née sous la dictature connaît une ouverture sur le monde actuel, elle voit que d'autres modes de vie sont possibles. L'Iran est un pays multipeuples; il y a évidemment les Fars mais aussi les peuples kurde, turque, arabe, azari ou encore baloutche. Ils ont été réprimés par le régime du Shah et continuent de l'être sous la théocratie actuelle, d'une façon encore plus violente. Si, pour une partie de la population, il y avait un espoir de réforme de ce régime, il s'avère au fil des années que c'est impossible.

La multiplication des chartes revendicatives

Face à une répression sanglante, des arrestations massives et des exécutions sommaires de manifestants, les manifestations

de rue ont faibli, à l'exception du Baloutchistan et du Kurdistan. Mais les protestations continuent sous d'autres formes, avec notamment la reprise des protestations des personnels enseignants, ouvriers et des personnes retraitées, dont nous avons été témoins déjà bien des années avant le soulèvement révolutionnaire en cours. Dans le même temps les militants de tout bord, des organisations syndicales (non reconnues par l'Etat), des travailleuses et travailleurs, des femmes, des étudiantes et étudiants, des enseignantes et enseignants, des queers, des écrivaines et écrivains, des artistes ont rédigé des chartes de revendications minimales dans lesquelles de nombreuses clauses sont similaires et en particulier celle sur la séparation de la religion et de l'Etat.

Ces chartes comportent plusieurs revendications, notamment la libération immé-

On constate en Iran, depuis novembre 2022, une série d'attaques chimiques contre plusieurs collèges et lycées de filles, mais aussi contre les collèges de garçons. Le régime a échoué dans son projet d'islamisation du pays, et il est en train de commettre des actes criminels contre la jeunesse, qui le rejette.

diate et inconditionnelle de toutes les prisonnières et prisonniers politiques ; l'abolition de la peine de mort ; la liberté syndicale, la liberté des partis, la liberté de la presse, la liberté d'expression ; la suppression de toutes les lois discriminatoires ; la déclaration immédiate de pleine égalité des droits des femmes avec les hommes dans toutes les sphères : politique, économique, sociale, culturelle et familiale ; l'abolition inconditionnelle des lois et de toutes formes de discriminations à raison des orientations sexuelles et de genre ; la reconnaissance de la société en arc-en-ciel des LGBTQIA+ ; etc.

Un empoisonnement à grande échelle

Pendant quarante-quatre ans, les seules réponses de ce régime religieux autoritaire, corrompu et criminel aux protestations légitimes du peuple ont été les balles, la prison, la torture, les aveux forcés et les exécutions. Dans la continuité de ces crimes, on constate depuis le mois de novembre 2022 une série d'attaques chimiques contre plusieurs collèges et lycées de filles, et, maintenant, contre les collèges de garçons. Le régime a échoué dans son projet d'islamisation du pays, et il est en train de commettre des actes criminels contre la jeunesse, qui le rejette. Cet empoisonnement chimique qui touche des milliers de filles et maintenant de garçons à l'école et au lycée et même à l'université, dans plusieurs villes du pays,

peut constituer une nouvelle arme de répression d'Etat pour terroriser les jeunes, plus particulièrement les femmes, et peut-être pour fermer les établissements scolaires et universitaires, foyers de la contestation antirégime. A la suite de cette vague d'empoisonnement, les parents d'élèves empoisonnés sont descendus dans la rue le 1^{er} mars et ont scandé : « Mort au pouvoir qui tue les enfants ». Et le conseil coordinateur des enseignants a choisi la date du 7 mars 2023 pour manifester contre cet acte criminel.

On estime à ce jour que près de mille-cinqcents jeunes femmes ont été empoisonnées par des gaz toxiques dans différents établissements de plusieurs villes, suscitant une colère grandissante.

Faiblesses internes et externes au mouvement

Pour se débarrasser de ce régime mortifère, il faut non seulement un soulèvement populaire massif mais aussi une grève générale. Le mouvement souffre de lacunes qui doivent être ici mentionnées : il y a primo des facteurs qui empêchent la formation d'un front unitaire à l'intérieur du pays, dont le plus important est l'interdiction de former des partis politiques ainsi que des syndicats indépendants; et secundo le manque de lien, pourtant nécessaire, entre les différents mouvements sociaux (femmes, travailleuses et travailleurs, enseignantes et enseignants, étudiantes et étudiants). Ce soulèvement est en quelque sorte actuellement privé d'une cohésion à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Au-delà des frontières de l'Iran, nous avons vu et assisté à des manifestations se déroulant à une grande échelle ; des manifestations véritablement énormes, jamais vues auparavant. Les diasporas iraniennes, pour attirer un soutien international de la population de différents pays, ont vécu au rythme des événements en Iran. Mais ces manifestations ont été affaiblies pour

«Le mouvement souffre de lacunes : des facteurs empêchent la formation d'un front unitaire à l'intérieur du pays (dont le plus important est l'interdiction de former des partis politiques et des syndicats indépendants), et il y a un manque de lien, pourtant nécessaire, entre les différents mouvements sociaux.»

Une association pour défendre les Iranannes

Née en France à l'initiative de femmes ayant fui l'Iran après l'instauration du régime islamique en 1979, la Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (LFID), créée en 1989, est une association féministe, indépendante et laïque, engagée pour les droits des femmes, contre les violences et toutes formes de discriminations, notamment sexistes et racistes.

La LFID accueille, soutient et accompagne des femmes victimes de violences familiales et intrafamiliales ainsi que les demandeuses et demandeurs d'asile ou les bénéficiaires de la protection internationale (réfugiées, protection subsidiaire). Le public de LFID est majoritairement persanophone

(Iranannes et Afghanes). De plus, la LFID organise des colloques, réunion publiques, rassemblements, sur la situation des femmes en Iran et Afghanistan. L'association a naturellement été l'une des premières à organiser à Paris, en partenariat avec des collectifs et associations telles que le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), la LDH, Amnesty International, des manifestations de soutien au mouvement de protestation qui embrase le pays depuis la mort de Jina (Mahsa) Amini.

Contact: liguefemmesiranennes.lfid@gmail.com

I. A.

deux raisons : d'un côté la dispersion et le manque de coordination nécessaire entre les forces progressistes et démocratiques ; de l'autre, les actes de division, opportunistes et frauduleux des monarchistes, pour récupérer le mouvement et imposer leur hégémonie.

Un besoin de soutien sur le long terme

A ce jour la précarité grandissante, la pauvreté paralysante, l'inflation, l'effondrement de la monnaie et de l'économie du pays ne laissent pas de répit au régime. C'est dans ces conditions que les peuples iraniens luttent courageusement en espérant renverser la République islamique. Sans aucun doute, le sort de ce mouvement sera fixé par les peuples iraniens. Il est évident que ce mouvement révolutionnaire a besoin du soutien des forces pro-

gressistes, démocratiques et humanistes, au-delà des frontières. En revanche, les tentatives de certains gouvernements occidentaux pour mettre en place des alternatives qui assurent leurs intérêts économiques plutôt que ceux des peuples iraniens ne sont en aucun cas souhaitables. De même, une intervention militaire serait néfaste pour l'aboutissement de cette révolution en marche qui a pour objectif l'instauration d'une société basée sur la liberté, l'égalité, la justice sociale, l'émancipation des femmes et des différents peuples d'Iran.

En dépit des violences et crimes commis par le régime islamique d'Iran, et même si l'on constate que les manifestations de rue sont moins nombreuses, le soulèvement révolutionnaire épris de liberté, d'égalité et de justice sociale se poursuit.

Le chemin des peuples iraniens pour faire valoir leurs droits à la démocratie, à la liberté et à l'égalité est semé d'embûches et d'obstacles. Pour qu'ils atteignent leur but, un lien dynamique entre les mouvements sociaux, la coalition et la solidarité des forces progressistes, démocratiques et laïques en Iran et en exil est essentiel.

La révolution est en marche et ne s'arrêtera jamais, même s'il y a des hauts et des bas, comme une vague dans un océan en pleine tempête. «Femme, Vie, Liberté!» ●